



C E T R I

ANALYSE 2017  
4 décembre

Centre tricontinental

## ÉQUATEUR : ASCENSION DES LUTTES ANTI-CORRÉISTES, ABSENCE DE DÉBOUCHÉ POLITIQUE

Franklin Ramírez Gallegos

**Quand Rafael Correa et sa « révolution citoyenne » conquièrent le pouvoir en 2006, le niveau de conflictualité sociale en Équateur était à son point le plus bas depuis vingt ans. Le mouvement populaire ne s'était pas remis des revers historiques causés par la dollarisation de l'économie (1999) et la participation du mouvement indigène au gouvernement néolibéral de Lucio Gutiérrez (2003). La destitution de ce dernier en 2005 dégagait néanmoins la voie vers le sommet de l'État à une coalition de gauche d'un type nouveau, dont les principales cibles étaient l'agenda libéral et la captation des institutions par des intérêts particuliers.**

L'investiture de Rafael Correa et la convocation de l'Assemblée nationale constituante (ANC) en janvier 2007 enclenchèrent un cycle politique de dix ans, qui sera dominé par les effets contradictoires du projet de transformation sociale le plus ambitieux depuis le retour à la vie démocratique en 1979. Changements et conflits se sont enchaînés à un rythme effréné durant cette période, dans une dynamique qui vit s'affronter des conceptions populistes et mouvementistes de la politique, de l'État et de l'action collective.

### **Pax constituante**

Correa est arrivé au pouvoir à travers « Alliance pays » (Alianza País), le mouvement politique qu'il a constitué suite à l'échec de son rapprochement avec le mouvement indigène. Ce qui désagrégea d'emblée le camp progressiste face à l'ANC. Cette division fut d'abord occultée par le large appui populaire recueilli par le nouveau président et par la concordance de son programme post-néolibéral et anti-partisan avec l'air du temps. « Alliance pays » obtint un nombre de votes important lors de l'élection de l'ANC et réussit à former, avec l'appoint de petites forces de gauche, un bloc qui s'assura le contrôle de la rédaction du texte fondamental. Alors que la droite n'était plus que l'ombre d'elle-même, les regards se concentrèrent sur les rapports incertains entre la majorité – l'officialisme – et l'espace des mouvements sociaux.

L'ouverture du processus constituant à la participation ainsi que la proximité des représentants d'Alliance pays avec les classes populaires donnèrent un ancrage indéniable à l'exercice. La constitution intégra de ce fait une grande partie des attentes des secteurs en lutte contre la domination du marché et pour la reconnaissance des droits, la justice sociale et la participation populaire. Malgré les échanges tendus entre Correa, des membres de l'Assemblée (notamment d'Alliance pays) et les organisations sociales (indigènes, écologistes, paysannes) sur des questions telles que la limitation des activités minières, la consultation préalable ou la déclaration de l'eau comme bien public, l'espace de dialogue politique fut réel à cette époque.

Le principe du *buen vivir* (ou *sumak kawsay*) et les droits de la nature ont finalement été incorporés dans le texte fondamental. Ils allaient ultérieurement nourrir le « langage de combat » utilisé par divers sujets politiques pour mettre en cause la permanence de l'extractivisme à l'ère de la « révolution

citoyenne ». Pour autant, l'ensemble de la gauche et des forces populaires appuyèrent la nouvelle constitution lors du référendum de septembre 2008, où le « oui » l'emporta avec 63 % des votes.

### **Croissance des luttes**

L'ANC à peine clôturée, la conflictualité sociopolitique regagna rapidement de l'ampleur. Entre 2010 et 2012, l'intensité des conflits dépassa même les niveaux atteints lors de la période agitée de la fin des années 1990. La transition engagée par l'adoption de la nouvelle constitution finit par faire éclater le camp progressiste. La « révolution citoyenne » n'eut alors plus seulement la droite en face d'elle, elle dut également gérer les assauts des forces de gauche et de certaines organisations sociales. La mutinerie de la police en septembre 2010 – assimilée par le gouvernement à une tentative de coup d'État – bénéficia de fait du soutien de ces deux blocs.

C'est le type de gestion politique du moment « post-constitution » qui a accouché de ce scénario. Malgré l'absence de majorité parlementaire, Alliance pays a réduit l'espace de participation sociale, restreint le dialogue avec les mouvements sociaux et radicalisé l'antagonisme vis-à-vis des élites. La matrice conflictuelle du populisme a généré une division binaire de l'espace politique, avec une agglutination des identités sociales autour du « pôle du peuple ».

Bien que la « révolution citoyenne », érigée en identité politique – le corrésisme –, a fait montre durant ces années d'une capacité d'interpellation de larges secteurs et a pu constituer ses propres circuits associatifs, elle n'a pu assimiler les mouvements les mieux établis (indigènes, Afro-Equatoriens, Montubios<sup>1</sup>, femmes, etc.) qui aspiraient de leur côté à une négociation directe et horizontale avec le gouvernement. La fermeture des canaux de participation est apparue aux yeux de ces mouvements comme une dévalorisation de leur apport au changement historique.

Le déficit de reconnaissance présidentielle de l'action collective était en concordance avec une ligne de réforme qui proposait de « dé-particulariser » les agendas publics, dans une perspective « universaliste ». Mais les acteurs sociaux – dont le mouvement indigène – qui avaient tant bien que mal conquis des droits et une représentation au sein du « néolibéralisme à visage humain » des années 1990 contestèrent ces réformes. Ils réaffirmèrent la pertinence d'une approche reconnaissant la particularité des problèmes de chaque acteur et prévoyant des instances publiques contrôlées par ces derniers pour résoudre les questions qui les touchent spécifiquement, soit une perspective « différentialiste ». Le conflit entre ces deux perspectives pollua la mise en place des institutions chargées de combattre les inégalités sociales.

La solidité de l'implantation territoriale de la « révolution citoyenne », l'étendue de sa base électorale et l'élargissement de ses alliances (paysans, Montubios, pêcheurs, chauffeurs routiers, etc.) configurèrent un espace de mobilisation multiforme qui, bien qu'il s'appuyait sur l'État, générait de l'identité collective, de la projection nationale et du soutien populaire. L'espace des mouvements sociaux était largement déconnecté de cet univers politique, au sein duquel ses propres revendications apparaissaient comme des obstacles au développement national. Les invectives présidentielles contre les mouvements indépendants accentuèrent cette impression. La distance entre le mouvement social et le camp « national-populaire » prit rapidement l'allure d'un fossé.

### **Convergences**

Dans un contexte de fragilité des mouvements, la récurrence des conflits fit apparaître des fissures dans l'hégémonie d'Alliance pays. Le déploiement populiste n'imprégnait pas les arènes de l'action collective organisée, dont les protagonistes poursuivaient leur lutte pour s'assurer une place dans les institutions et peser sur l'orientation historique du changement. Ce n'est pas tant une quête d'autonomie pure vis-à-vis de l'État qui animait les diverses organisations en conflit avec la « révolution citoyenne », mais un horizon combinant, non sans contradictions, logique participative radicale et matrice corporatiste. Dans un premier temps, cette confrontation apparut comme une addition de demandes de réintégration politique. Elle prit ensuite la forme d'un espace organisé qui défragmenta la lutte sociale et éleva le niveau de généralité de la critique du modèle de développement suivi par la « révolution citoyenne ».

La « Marche pour l'eau, la vie et la dignité des peuples » (2012) contribua fortement à cette maturation.

---

<sup>1</sup>. Population métissée de la zone côtière.

Convoquée par le mouvement indigène, la manifestation fit converger une pluralité d'acteurs et bénéficia d'une couverture médiatique importante. La dénonciation des initiatives minières du gouvernement mit en évidence la fragilité du pacte constitutionnel pour le *buen vivir*, la superficialité des mécanismes de consultation des peuples indigènes et la judiciarisation de la protestation dans différents sites. La marche n'a pas seulement réussi à imposer un débat public sur les limites du post-néolibéralisme, elle a révélé l'ampleur du processus de recomposition de l'espace des mouvements sociaux.

Cet événement fut le germe du retour ultérieur du mouvement social dans l'arène électorale. Lors de la campagne de 2013, ces secteurs se regroupèrent dans la Coordination nationale des gauches, qui présenta Alberto Acosta – premier président de l'Assemblée constituante – comme candidat à la présidentielle. Pour ce bloc, Alliance pays avait perdu sa nature révolutionnaire en s'éloignant des principes constitutionnels. La récupération du « sens original » du projet de changement fut donc revendiquée, avec des références appuyées au « *buen vivir* post-croissance », dans une dynamique de polarisation extrême avec le gouvernement.

Les résultats électoraux de la Coordination furent néanmoins décevants (3% des votes). La combinaison d'un avant-gardisme idéologique et d'un mouvementisme antipopuliste n'avait pas réussi à interpeller une société imprégnée par les succès du néo-développementalisme créole. La convergence des luttes sociales buta donc sur le muscle populiste. Si dans les années 1990 l'incursion électorale du mouvement indigène avait été payante, quinze années plus tard elle lui permit à peine de préserver le vote de ses organisations et de conquérir des pouvoirs locaux dans les zones de mobilisation anti-extractiviste.

À l'inverse, les scores électoraux d'Alliance pays furent énormes : Correa fut réélu avec 57% des votes et son mouvement obtint deux tiers des sièges au parlement. Cette légitimation politique indéniable engendra cependant un repli de l'équipe gouvernementale sur elle-même. Sans adversaire consistant, sans nécessité de forger de nouvelles alliances, Correa réduisit l'activité politique à l'impératif de l'administration efficace des choses, marginalisant l'autre dimension de la politique comme articulation et changement. En resserrant à l'extrême la délibération, Alliance pays restreignit l'espace du conflit démocratique. Pour autant, les revendications sociales, anciennes comme nouvelles, ne désertèrent pas l'espace public, que du contraire. Trois conflits ont plus particulièrement marqué cette période.

### ***Initiative Yasuní-ITT***

À la fin de l'année 2013, Correa annonça la fin du projet le plus emblématique de la « révolution citoyenne » : l'initiative Yasuní-ITT. La non-exploitation du parc national Yasuní (Amazonie) devait permettre de maintenir sous terre 20% des réserves de pétrole du pays en échange d'un financement international à hauteur de 50% de ce que l'exploitation de ce pétrole aurait rapporté. La contribution internationale ne se concrétisant pas, le président décida de mettre un terme à l'initiative.

L'annonce de cette décision fit descendre dans la rue écologistes, universitaires, femmes, étudiants et même des sympathisants d'Alliance pays. Bien que cette mobilisation de plusieurs secteurs des classes moyennes dura de longs mois, Correa ne fit pas le moindre geste en direction des mobilisés. Dans le discours officiel, ces revendications étaient aux antipodes du projet national de lutte contre la pauvreté et de quête du développement.

Cette fin de non-recevoir fit germer l'idée d'une consultation populaire sur le futur de l'initiative Yasuní-ITT. Les signatures nécessaires au déclenchement de cette consultation furent collectées par des groupes environnementalistes. Mais à l'issue d'un processus confus de vérification des signatures, l'organe électoral invalida la procédure. La mobilisation qui en résulta fut réprimée, mettant à nu la double dynamique d'avancée de la frontière extractive et de fermeture de l'espace démocratique.

### **Avortement et féminicide**

Au début de l'année 2014, le parlement entama une réforme du code pénal. Les débats sur les droits sexuels et reproductifs des femmes, l'avortement et le féminicide réactivèrent un conflit latent depuis la Constituante. Divers collectifs et organisations de femmes, en ce compris des parlementaires d'Alliance pays, se prononcèrent contre la pénalisation de l'avortement en cas de violence sexuelle. Les militantes exigèrent par ailleurs des peines différenciées pour les cas de féminicides. Correa interrompit les débats et menaça de renoncer à sa fonction si les élus de son camp votaient contre cette réforme. Bien que

plusieurs ministres s'y étaient montrés favorables, le nouveau code pénal ne dépénalisa pas l'avortement, mais exempta juste les cas où la vie de la femme était en danger et ceux où la victime souffrait de « faiblesse mentale ».

Cette attitude renforça les critiques contre l'unilatéralisme politique et l'orientation conservatrice du président. Le mouvement féministe en particulier ne lui pardonna pas. Or ce dernier a gagné en notoriété ces dernières années. Les « marches des putes », la « grève générale des femmes » et d'autres mobilisations ont agité le débat local et devraient encore s'amplifier à court terme.

### Crise

Le scénario s'est particulièrement assombri pour le gouvernement à partir de 2014. A la défaite d'Alliance pays aux élections locales de février a succédé une détérioration fulgurante des prix du pétrole en 2015. La première difficulté a poussé la majorité à adopter des amendements constitutionnels afin d'autoriser la réélection sans limites. Face à la dégradation économique, le gouvernement décida de couper dans l'investissement public, d'imposer des taxes à l'importation et de faire passer certaines réformes du travail, entre autres.

En août de cette même année 2015, le Front uni des travailleurs appela à la grève illimitée et le mouvement indigène à un nouveau soulèvement. Les deux groupes sont dans une dynamique de convergence. Ils contestent le désinvestissement dans la sécurité sociale, la réélection présidentielle, la législation en matière d'eau et d'exploitation minière, ainsi que le modèle politique de la « révolution citoyenne ». Malgré les heurts avec les forces de l'ordre, la mobilisation est forte. L'espace des mouvements sociaux est occupé à se renforcer.

### Gaspillage

Les événements de la période 2012-2015 laissent augurer un rôle de premier plan pour le mouvement populaire dans la transition ouverte suite à l'annonce d'Alliance pays que la réélection sans limite au poste présidentiel n'entrerait en vigueur qu'en 2021. Rafael Correa n'a pas été candidat lors du scrutin de 2017, remporté de justesse par Lenin Moreno, son vice-président de 2007 à 2013. Parallèlement, les classes moyennes et supérieures ont rejeté avec une force inédite la décision présidentielle d'imposer à des taux « marxistes » les grands héritages et la plus-value immobilière.

Une convergence surprenante s'est alors produite avec les acteurs habituels de la protestation – les organisations sociales, indigènes et syndicales – dans une large mobilisation pro-destitution sous la bannière « Dehors, Correa dehors ! ». L'anti-corréisme redessine les frontières politiques. Comme le constate François Houtart : « *dans le cas des lois sur l'héritage et la spéculation, le malentendu a été si profond que la droite a réussi à provoquer au sein d'une bonne partie de la classe moyenne inférieure et des paysans et indigènes, une réaction de rejet contre des mesures destinées à mieux répartir les richesses* » ([www.cetri.be/Vers-l-epuisement-du-modele](http://www.cetri.be/Vers-l-epuisement-du-modele)). L'intensité du conflit fut telle que Correa dut abandonner son projet d'imposition des grandes fortunes.

La compétition pour la présidentielle fut dès lors dominée par l'impératif de la « décorrésation ». Les droites prirent les rênes de ce projet. Depuis le début, elles avaient critiqué « l'étatisme » post-néolibéral de la « révolution citoyenne » et sa conduite politique « confrontationnelle ». Dans son offre électorale, le candidat officiel (aujourd'hui président) Lenin Moreno n'a mis en avant aucune des réformes qui auraient pu susciter l'ire d'un quelconque secteur social.

Quant aux mouvements sociaux et à la gauche anti-corréiste, ils se sont regroupés derrière la figure d'un ex-militaire parlant le langage de l'économie sociale de marché. Au moment où l'espace à la gauche du spectre politique était quasiment vide et où la nécessité de réintroduire des agendas radicaux dans la société s'imposait, ces acteurs optèrent donc pour une modération d'inspiration sociale-démocrate. Le capital de lutte sociale accumulé durant cette période fut donc investi dans une formule demeurée inerte durant une décennie.

Les narrations émancipatrices restèrent de ce fait orphelines. Personne ne parla de révolution, de *buen vivir*, de patrie ou d'égalité. C'est sans doute cela la grande nouveauté des élections de 2017, pour la première fois depuis le retour de la démocratie, aucune force politique à gauche n'a adopté le langage de la lutte contre « ceux d'en haut ». Les agendas pro-marché et les formes libérales de la politique pacifiée ont imposé leur hégémonie.

**Franklin Ramírez Gallegos est Professeur et chercheur du programme de sociologie - politique de la Faculté latino-américaine des sciences sociales (FLACSO – Équateur), Quito.**

**Cet article a été rédigé pour la publication du CETRI *État des résistances : Amérique latine* parue en décembre 2017.**



**Centre tricontinental - CETRI**

av. Sainte Gertrude 5 à 1348 Louvain-la-Neuve, Belgique  
Tél: +32 (0)10/48.95.60 - Fax: +32 (0)10/48.95.69  
cetri@cetri.be - www.cetri.be

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles,  
service de l'éducation permanente et de la Province  
du Brabant wallon

